

Bulletin d'histoire politique

Les partis à la gauche du PQ

François Grégoire



Volume 14, numéro 2, hiver 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054447ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054447ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Grégoire, F. (2006). Les partis à la gauche du PQ. *Bulletin d'histoire politique*, 14(2), 249–256. <https://doi.org/10.7202/1054447ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les partis à la gauche du PQ

FRANÇOIS GRÉGOIRE
Politologue
Ex-candidat du NPD

Dans son dernier numéro, le *Bulletin d'histoire politique* nous livre un article de Josiane Lavallée intitulé « Les partis à la gauche du PQ depuis dix ans ». L'article décrit les principaux intervenants politiques à la gauche du PQ depuis 1995 et leurs efforts pour faire l'unité de la gauche indépendantiste. L'auteure y rapporte également les résultats électoraux des partis indépendantistes de gauche lors des élections générales de 1998 et 2003.

Ce qui a retenu notre attention, c'est la stagnation des appuis à la gauche indépendantiste. En 1998, le PDS et le PCQ ont obtenu seulement 26 200 votes. En ajoutant les votes obtenus par les candidats présentés par le RAP, qui était alors un mouvement, la gauche indépendantiste a obtenu environ 33 000 votes. Lors de l'élection de 2003, les candidats de l'UFP (qui regroupait ces trois partis) ont obtenu environ 40 000 votes, soit à peine 7 000 votes de plus qu'en 1998 et ce malgré le fait que le PQ en ait perdu près de 500 000 et qu'il y avait 200 000 électeurs de plus. La gauche indépendantiste a été incapable de profiter de la désaffection des électeurs à l'égard du PQ. Les bons résultats de Paul Cliche dans Mercier lors de l'élection partielle de 2001 ou ceux d'Amir Kadir dans la même circonscription lors de l'élection générale de 2003 apportent une mince consolation à la gauche indépendantiste. Ils permettent également d'entretenir l'espoir de la gauche de sortir un jour de la marginalité.

En réalité, la gauche indépendantiste stagne depuis plus de vingt ans. Les appuis électoraux obtenus en 1985 et 1989 par le Mouvement socialiste de Marcel Péroin furent également décevants. Ce parti n'a pas fait mieux que la gauche indépendantiste actuelle malgré la désaffection des électeurs à l'égard du PQ à la suite de sa gestion conservatrice de la crise budgétaire en 1982-1983.

Plusieurs facteurs expliquent cette stagnation, relevant tout autant du fonctionnement de ces partis que de la conjoncture politique. Nous ne prétendons pas analyser ici l'ensemble de ces facteurs. Nous allons seulement tenter de comprendre pourquoi elle n'a pas obtenu plus d'appuis dans l'électorat. Avant de commencer cette étude, il est important de considérer les partis indépendantistes de gauche comme des tiers partis. Pour se développer, faire élire des candidats et éventuellement prendre le pouvoir, un tiers parti doit non seulement se démarquer des autres partis mais également offrir une alternative qui soit considérée comme meilleure.

LA QUESTION NATIONALE

La gauche indépendantiste doit donc se démarquer des autres partis politiques sur la question nationale. Plusieurs facteurs la défavorisent sur le terrain constitutionnel qui est dominé depuis plus de trente-cinq ans par le PQ et le PLQ.

Les partis indépendantistes de gauche sont d'abord défavorisés par leur option constitutionnelle. En préconisant l'indépendance du Québec, ils recherchent l'appui d'un segment restreint de l'électorat. En tenant compte des abstentions, les électeurs souverainistes représentent tout au plus 47 % des électeurs inscrits (ceux qui ont appuyé le OUI lors du référendum de 1995). Ceux qui ont appuyé le PQ lors des élections générales sont moins nombreux. Depuis 1976, le PQ n'a jamais obtenu l'appui de plus de 36 % des électeurs inscrits, toujours en tenant compte des abstentions. Depuis 1993, cela représente environ 1 750 000 électeurs, sauf en 2003 où le PQ a obtenu environ 1 270 000 votes. Comme le PLQ obtient l'appui indéfectible d'environ 1 750 000 électeurs depuis 1993, un parti indépendantiste de gauche devrait, pour prendre le pouvoir, rallier tous ces électeurs péquistes. Autrement dit, il devrait se substituer au PQ.

Le second problème pour les partis indépendantistes de gauche réside dans le fait qu'ils proposent l'indépendance. Ils réussissent ainsi à se distinguer du PQ, mais cette option les défavorise. Lors du référendum de 1995, un électeur sur deux a donné un appui à la souveraineté-partenariat et non à l'indépendance. Il y a un écart d'environ 9 % dans l'appui aux deux options. Le Parti québécois a compris en 1968 que la souveraineté-association lui permettrait d'obtenir plus d'appuis que l'indépendance. Pour obtenir encore plus de votes, il adopta la stratégie de « l'étapisme » au début des années 1970. Il s'engageait à faire l'indépendance à la suite d'un référendum et s'engageait à être un bon gouvernement. Lors du référendum de 1995, il proposa la souveraineté-partenariat. En proposant l'indépendance, les partis

de gauche s'affichent comme partis à pureté idéologique sur cette question. Ils en sont encore à faire la promotion d'une idée sans se préoccuper de la prise du pouvoir pour réaliser leurs objectifs. Ils ne se préoccupent pas non plus des relations avec le Canada après l'indépendance. Ils jouent ainsi plus le rôle d'un groupe de pression pour la promotion de l'idée d'indépendance que d'un parti politique. En étant plus radical que le PQ sur l'option constitutionnelle, ils le favorisent en lui permettant de se positionner au centre de l'échiquier politique. En 1968, les dirigeants du RIN ont compris que René Lévesque désirait la survie de leur parti pour qu'il joue le rôle de repoussoir. Ils ont refusé de le faire et proposé la dissolution du RIN. Aujourd'hui, la gauche souverainiste semble accepter de jouer ce rôle.

Un troisième facteur défavorise la gauche indépendantiste. Elle a tendance à associer l'idée d'indépendance à une terminologie marxisante. L'UFP associe l'indépendance à la libération nationale et à l'émancipation sociale. Cette formulation est le résultat d'un compromis entre les différentes composantes de l'UFP. Le PDS et Gauche socialiste, une organisation trotskiste de la IV^e internationale, ont insisté pour que l'UFP adopte leur position sur ce point. L'UFP renoue ainsi avec le discours anti-colonialiste préconisé d'abord par l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec (ASIQ) de Raoul Roy à partir de 1957 et repris par des militants de Parti Pris regroupés au sein du Mouvement de libération populaire au début des années 1960. Ces militants ont adhéré au RIN en 1965 pour le « gauchir ». L'ancêtre de Gauche socialiste, la Ligue socialiste ouvrière (LSO), défendait alors la même thèse. Malgré le fait que le statut colonial du Québec soit aujourd'hui disparu, l'idée a survécu. L'association de l'idée d'indépendance à la libération nationale et l'émancipation sociale lui permet bien sûr de se distinguer du PQ, mais le parti offre ainsi l'image et le ton d'un parti plus radical, un parti d'avant-garde, ce qui a pour effet d'éloigner les électeurs modérés et de limiter les adhésions au parti.

Le quatrième problème pour la gauche indépendantiste réside dans le fait qu'elle se met à la remorque du PQ sur les autres aspects de la question nationale. Son discours sur les questions de la reconnaissance de la nation québécoise, de la langue et de la culture est très proche de celui du PQ. La gauche indépendantiste ne se démarque pas non plus du discours péquiste sur la question du développement économique. Elle reprend les mêmes arguments sur la question des ressources financières (y compris la question du déséquilibre fiscal), sur les dédoublements de structures et sur la duplication des interventions, sur la question de savoir qui doit être responsable d'une stratégie globale de développement. Certains militants laissent même sous-entendre que l'indépendance est nécessaire pour réaliser le projet de société de la gauche, rejoignant ainsi le discours péquiste.

La gauche indépendantiste fait face à un cinquième problème : le vote stratégique des électeurs indépendantistes. Certains militants indépendantistes durs et purs du PQ ont déjà adhéré à des partis de gauche indépendantistes par le passé, jugeant que le PQ avait abandonné son option. Leur adhésion fut toutefois conjoncturelle : pour eux, les partis indépendantistes de gauche servent surtout à faire pression sur le PQ. La réalisation de l'indépendance est leur objectif premier. Pour eux, la question sociale viendra après. Ils ne sont pas vraiment favorables à l'existence d'un parti indépendantiste de gauche qui risquerait de diviser les forces souverainistes lors des élections. Ils pensent, à juste titre, que l'élection du PQ est nécessaire à la tenue d'un référendum sur la souveraineté du Québec.

LA QUESTION SOCIALE

Rappelons à nouveau qu'un tiers parti doit non seulement se distinguer des autres partis mais qu'il doit offrir une alternative qui soit meilleure.

Un premier facteur défavorise la gauche indépendantiste. Elle a été incapable de proposer, jusqu'ici, une alternative réaliste et crédible. À titre d'exemple, le programme de l'Union des forces progressistes est le résultat de compromis entre les groupes qui coexistent au sein du parti, dont des factions plus radicales qui ont fait adopter certaines de leurs orientations. Lors de l'élection de 2003, le programme de l'UFP fut jugé sévèrement par les milieux progressistes en raison de plusieurs propositions irréalistes. La gauche indépendantiste n'a pas fait ses devoirs. Elle propose des objectifs très généreux sans vérifier s'ils sont réalistes et sans préciser les moyens qu'elle entend mettre en œuvre pour les atteindre. Par le passé, seuls le Mouvement socialiste et le Rassemblement pour une alternative politique ont fait un effort soutenu pour développer une véritable alternative.

L'absence d'un projet de société réaliste et crédible entraîne un second problème. Les partis indépendantistes de gauche tentent de se distinguer du PQ en prétendant être plus progressistes que lui et en l'accusant d'être néolibéral. Cette dénonciation, même répétée inlassablement comme une incantation, s'est avérée inefficace jusqu'à aujourd'hui. Plusieurs facteurs expliquent cet échec. Tout d'abord, comme la gauche indépendantiste n'a pas fait ses devoirs, les accusations manquent de crédibilité. Il y a également le ton adopté par certains de ses militants qui affecte encore plus la crédibilité de celles-ci.

D'autre part, la lecture du programme du PQ nous offre l'image d'un parti progressiste. Dans les faits, si on le consulte, on constate qu'il n'est pas radicalement différent du projet de société des partis indépendantistes de

gauche, sauf dans le cas des partis plus radicaux. On peut toutefois accuser le PQ avec raison de ne pas avoir réalisé plusieurs points de son programme lorsqu'il était au pouvoir. Le PQ compte également en son sein de nombreux membres et militants que l'on peut qualifier de progressistes. Ils contribuent à donner une légitimité de gauche au PQ. De plus, le PQ bénéficie encore des retombées des politiques progressistes de son premier mandat. De plus, même si, depuis 1980, les gouvernements péquistes ont été plus à droite que le parti, ils ont réussi à justifier leurs actions auprès d'un nombre important d'électeurs. D'abord en 1982, en prétendant que la conjoncture de la crise économique et budgétaire ne lui laissait pas d'autres choix. En 1998, Lucien Bourchard a ramené le PQ à des politiques nettement néolibérales en prenant comme prétexte la dette gouvernementale. Les résultats électoraux de 1985, de 1998 et de 2003 démontrent qu'il a réussi à convaincre plusieurs électeurs québécois qu'ils n'ont pas eu le choix de mener des politiques de droite.

Un autre facteur favorise encore le PQ malgré les politiques qu'il a menées lorsqu'il était au pouvoir. Tout d'abord, il se pose toujours en défenseur du « modèle québécois » qui reflète encore des aspects de la social-démocratie. Il est vrai que ce modèle est ouvertement contesté à l'intérieur du parti par certains, tels Joseph Facal ou Jacques Brassard. Aujourd'hui encore, l'aile droite du PQ est toujours très puissante. Mais officiellement, le PQ se dit encore le défenseur du modèle québécois. Cela lui apporte l'appui de plusieurs organisations sociales dont les centrales syndicales. Il est également favorisé par les attaques du PLQ de Jean Charest contre le modèle québécois.

Un troisième problème pour la gauche indépendantiste réside dans le fait que non seulement elle n'a pas réussi à affaiblir l'image progressiste du PQ, mais elle contribue même à la renforcer en reprenant à son compte le discours péquiste qui présente la souveraineté comme la solution-miracle à tous les problèmes de la société québécoise. Les prétentions du budget de François Legault sont révélatrices à ce sujet. En attendant l'indépendance, le PQ critique le déficit fiscal qui rend le gouvernement fédéral responsable de tous les problèmes. Historiquement, les partis indépendantistes de gauche ont fait de même. Pourtant la lecture de leurs programmes ou manifestes permet de constater que plusieurs de leurs objectifs sont atteignables dans le cadre du fédéralisme actuel.

Un quatrième problème réside dans l'incapacité des partis indépendantistes de gauche de rallier les électeurs souverainistes de gauche. Aucun d'entre eux n'a réussi à le faire depuis 1980. Chez les électeurs péquistes progressistes, certains concèdent que le PQ s'est déplacé vers la droite sur l'échiquier politique. Ils pensent toutefois que le PQ est moins pire que les libéraux. Là aussi, le PQ et le PLQ ont réussi à exercer un certain monopole dans le débat gauche-droite qui les favorise sur le plan électoral. Le

déplacement du PLQ vers une droite plus radicale risque de reléguer l'ADQ aux oubliettes. Les électeurs péquistes progressistes évaluent qu'un parti de gauche n'a pas de chance de prendre le pouvoir. Pire, un tel parti pourrait favoriser l'élection du Parti libéral et lui permettre de poursuivre son agenda néolibéral. Face à cette situation, certains progressistes, comme les militants du SPQ libre, ont plutôt choisi de joindre les rangs du PQ pour tenter de le « gauchir ».

Pour les électeurs péquistes progressistes, un parti indépendantiste de gauche pourrait contribuer à fragiliser encore plus le vote péquiste qui est déjà menacé par l'ADQ sur sa droite. Cela n'est pas sans rappeler l'impact de la présence du RIN et du RN lors de la campagne électorale de 1966. La présence du RIN a permis à l'Union nationale de remporter la victoire même si elle a obtenu 8 % de moins de votes que le PLQ. Le même phénomène s'est produit lors de l'élection partielle dans Mercier où la présence de Paul Cliche a permis la victoire de la candidate libérale Nathalie Rochefort. Mais cela ne s'est pas reproduit lors de l'élection de 2003 où l'UFP a obtenu à peine 40 000 votes. 340 000 électeurs ont tout simplement préféré s'abstenir. Il est trop tôt pour évaluer l'impact de la venue d'Option citoyenne de Françoise David sur la scène politique, mais il est peu probable que les électeurs péquistes progressistes transfèrent leur allégeance dans un contexte où le PLQ de Jean Charest continue à s'attaquer aux acquis sociaux.

LA DROITE NATIONALISTE

La gauche indépendantiste doit faire face à une dernière difficulté. Un discours progressiste ne trouvera pas d'appuis chez les électeurs nationalistes de droite. Elle n'aura pas, de toute évidence, l'appui des nationalistes néolibéraux. Lors de l'élection de 2003, le PQ a perdu 216 000 votes qui sont passés à l'ADQ. On peut donc évaluer à 12,5 %, au minimum, l'électorat traditionnel péquiste qui peut se laisser tenter par la droite néolibérale. Ils se retrouvent principalement en région rurale, milieu plus difficile à pénétrer pour un parti indépendantiste de gauche. À ce 12,5 %, il faudrait ajouter un nombre indéterminé de nationalistes néolibéraux qui sont demeurés fidèles au PQ.

D'autres électeurs péquistes se situent au centre-droite de l'échiquier politique. Ce sont des électeurs qui se sont laissé convaincre de la pertinence des politiques menées par le PQ lors de la crise économique et budgétaire de 1982 et la crise des finances publiques en 1998. Il s'agit bien souvent de clientèles issues des « classes moyennes » qui ont vu leur fardeau fiscal augmenter et qui sont sensibles au discours néolibéral voulant que l'État doit « couper

dans le gras ». Ils sont également de moins en moins sensibles au discours sur la solidarité sociale.

La gauche indépendantiste aura beaucoup de difficulté à les rallier à son projet de société. Il est vrai que le PQ a été porté au pouvoir avec un projet social progressiste en 1976. Mais la conjoncture était très différente et le PQ a été favorisé par deux facteurs : la désaffection des électeurs face aux politiques du PLQ et la division du vote entre plusieurs partis. Le PQ était le parti d'opposition qui offrait l'alternative la plus crédible. Même Claude Ryan, alors éditorialiste au *Devoir*, recommanda de voter pour lui. Entre 1976 et 1980, pour renforcer sa position électorale et rallier un plus grand nombre d'appui à la souveraineté-association, le PQ a courtisé des militants de l'Union nationale et du Parti créditiste du Québec. On n'a qu'à penser à Rodrigue Biron, ancien chef de l'Union nationale qui est devenu ministre dans le cabinet Lévesque. Ces nouveaux venus ont renforcé l'aile droite du parti. À l'élection de 1981, le PQ était déjà plus conservateur. L'appui au Parti conservateur de Brian Mulroney scella l'alliance avec la droite nationaliste.

Malgré le programme progressiste du PQ, les politiques du gouvernement Lévesque se sont situées de plus en plus à droite après 1980. Le PQ de Lucien Bouchard mena également des politiques nettement néolibérales. Le gouvernement péquiste a justifié ses politiques en prétendant que les conjonctures économiques de ces deux périodes ne lui laissaient pas le choix. Mais il faut bien voir que l'aile droite est très influente au sein du parti.

En s'identifiant comme indépendantiste, la gauche indépendantiste est forcée d'obtenir l'appui des électeurs néolibéraux ou de centre-droite pour prendre le pouvoir. Pour les rallier, elle devra faire ce que le PQ a déjà fait par le passé : diluer son projet de société. Autrement dit, se transformer en un nouveau PQ. Cela revient à dire que la gauche aurait à choisir entre la prise du pouvoir et la réalisation de son projet de société. Elle ne pourrait atteindre les deux objectifs à la fois.

CONCLUSION

En guise de conclusion, toutes les difficultés évoquées démontrent qu'il est impossible pour la gauche indépendantiste de prendre le pouvoir en faisant l'unité des indépendantistes, ou des souverainistes, derrière son projet de société. Elle risque même d'être éternellement condamnée à la marginalité. Dans ces conditions, un parti indépendantiste de gauche pourrait tout au plus faire élire quelques députés. Il jouerait alors le rôle de « conscience sociale » du PQ, un peu comme le NPD le fait sur la scène politique fédérale. Il pourrait peut-être arracher quelques concessions au PQ dans le cas d'un

gouvernement minoritaire ou encore forcer le PQ à se repositionner un peu plus à gauche sous peine de perdre des clientèles électorales. Si la prise du pouvoir par la gauche indépendantiste est impossible, la réalisation de son projet de société devient tout à fait illusoire.

Il y a pourtant une place pour un parti de gauche sur l'échiquier politique. Ce parti est même nécessaire pour contrer le néolibéralisme et ses effets. La création d'Option citoyenne de Françoise David a fait naître de nouveaux espoirs au sein de la gauche. Réussira-t-elle là où les autres partis indépendantistes de gauche ont échoué ? Pour réussir, elle devra s'écarter des sentiers battus de la gauche indépendantiste traditionnelle. Depuis plus de vingt-cinq ans, celle-ci a stagné en raison de la poursuite d'un double objectif : l'indépendance et son projet de société parfois identifié au socialisme, parfois à la social-démocratie.

Si l'objectif premier de la gauche est la réalisation de son projet de société, elle doit éviter de se laisser piéger dans le débat constitutionnel où le PQ et le PLQ dominant. Elle devra réaliser qu'il est impossible de faire l'unité des indépendantistes, ou des souverainistes, pour le réaliser. Le PQ a construit une coalition élargie de nationalistes de droite et de gauche pour la réalisation de la souveraineté-association. Toutes ses actions sont articulées en fonction de cet objectif, même le soutien à des politiques de droite.

La gauche devrait construire une coalition élargie de toutes les tendances progressistes pour la réalisation d'un projet de société de gauche, un projet de société réaliste et crédible. Et toutes ses actions devraient être articulées autour de la poursuite de cet objectif. Ses propositions, tant au niveau provincial qu'au niveau fédéral, ne devraient pas avoir comme but de faire avancer l'indépendance ou d'accroître l'autonomie du Québec, mais de faire avancer son projet de société. Comme tiers parti, un parti de gauche devra, pour se développer, faire élire des candidats et éventuellement espérer prendre le pouvoir, se différencier des grands partis. Sa seule chance de réussir est de déplacer le débat politique sur la question sociale.